



OFFICE DE L'ÉLEVAGE

n° CDS-R&E//08-06/06

**REUNION CONJOINTE  
CONSEIL DE DIRECTION  
SPECIALISE FILIERES  
RUMINANTS ET EQUIDES ET  
COMITE BOVINS VIANDE**

**Séance du 12 juin 2008**

**Situation des marchés**



# 1 - LE MARCHE DES GROS BOVINS

## 1. LA COLLECTE LAITIERE

### 1.1. France : forte accélération de la production sur la fin de campagne

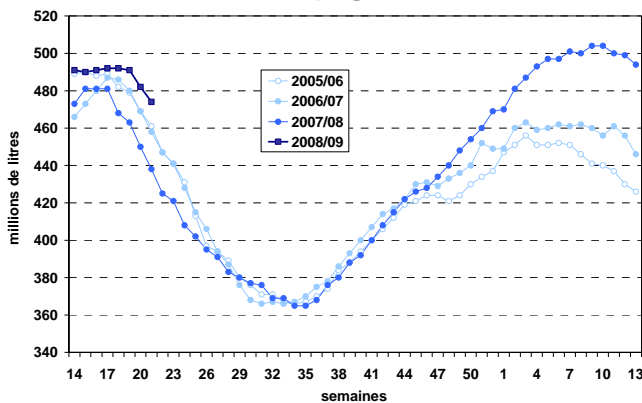
La campagne 2007/08 a été marquée par une collecte très ralentie du mois d'avril au mois d'octobre 2007 (- 1,7 %<sup>1</sup>, - 224.000 tonnes). Toutefois, ce recul a été largement compensé par le remarquable rebond de la production au cours des cinq derniers mois de la campagne. De novembre 2007 à fin mars 2008, la collecte a progressé de 6,4 %. Au global sur l'ensemble de la campagne, la collecte corrigée affiche une hausse de 1,8 % (+ 428.000 tonnes) par rapport à 2006/07.

Néanmoins, cette reprise exceptionnelle sur les derniers mois de la campagne ne permet pas à la France d'atteindre sa référence nationale. La sous-réalisation nationale devrait s'établir autour de 350.000 tonnes, en baisse par rapport aux 637.000 tonnes de la campagne 2006/07.

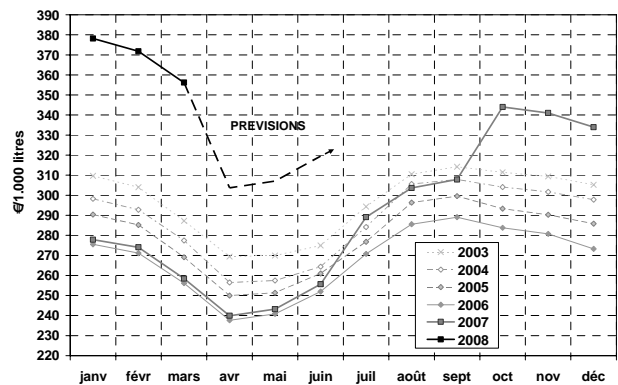
Un des facteurs qui permet d'expliquer le rebond de la production sur les derniers mois de la campagne 2007/08 est la très forte hausse du prix du lait payé aux producteurs. Le mouvement de hausse, commencé en juillet 2007, s'est poursuivi jusqu'à la fin de l'année et au début de l'année 2008. Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2008, le prix du lait payé au producteur a progressé de 36,5 % (+ 98,6 €/ 1000 L) pour atteindre en moyenne 368,7 €/ 1000 L.

Malgré une référence laitière augmentée de 2,5 %, la campagne 2008/09 a démarré avec les mêmes niveaux de collecte qu'en 2005. Sur les six premières semaines de la nouvelle campagne, la collecte en volume est restée stable avec en moyenne 490 millions de litres collectés chaque semaine. Contrairement aux précédentes campagnes, c'est seulement en semaine 20 que la collecte est entrée dans sa phase de baisse saisonnière.

**Collecte hebdomadaire des dernières campagnes**



**Prix du lait payé aux producteurs**



Source : Office de l'élevage

### 1.2. Union à 27 : une nouvelle sous-réalisation très importante en 2007/08

En net recul sur la première partie de campagne, la collecte s'est reprise dès le mois de décembre 2007. L'accélération enregistrée en janvier et février est fortement corrélée à la hausse du prix du lait dans les différents Etats membres de l'Union.

Alors que l'UE à 27 affichait une baisse de sa collecte de 0,8 % (- 694.000 tonnes) à l'issue des huit premiers mois de la campagne, la reprise de la production dans certains pays, principalement en France et en Allemagne, a permis de combler totalement ce retard. En effet, à fin mars, la

<sup>1</sup> Sauf autrement spécifié, les variations sont exprimées par rapport à la même période de l'année précédente.

collecte européenne affiche une hausse de 0,2 % (+ 270.000 tonnes) : + 0,3 % dans les pays de l'UE à 15, - 0,2 % dans les douze nouveaux Etats membres.

Malgré cette légère avance à fin février, la collecte européenne devrait rester très inférieure à la référence laitière européenne allouée en 2007/08, d'autant plus que cette dernière est augmentée pour la deuxième fois consécutive de 0,5 % dans certains Etats membres. La sous-réalisation de l'UE à 25 à fin mars 2008 devrait s'aggraver par rapport aux 1,925 million de tonnes en 2006/07.

## 2. LE MARCHÉ DES GROS BOVINS DESTINÉS A LA BOUCHERIE

### 2.1. Le cheptel européen de vaches se maintient, celui de la France repart à la hausse

En novembre 2007, le cheptel de vaches dans l'Union européenne à 27 s'est élevé à 36,39 millions de têtes, un niveau constant par rapport à l'année précédente. Si le cheptel de vaches laitières a reculé de 0,9 %, le cheptel de vaches nourrices, toujours deux fois plus faible, a néanmoins gagné 230 milliers de têtes (+ 1,9 %).

Parmi les grands pays détenteurs de bovins laitiers, l'Italie et la Pologne ont enregistré une hausse du troupeau de vaches (+ 1,4 % et + 1,5 % respectivement) alors qu'en France et au Royaume-Uni, un repli a été observé (- 1,1 % et - 1,4 % respectivement).

Le nombre de vaches allaitantes s'est renforcé en France (+ 2,1 %) comme en Espagne (+ 6,9 %), au contraire du Royaume-Uni et de l'Allemagne où il a diminué (- 2,9 % et - 2,3 % respectivement).

D'après l'enquête de novembre 2007 réalisée par le SCEES, le cheptel bovin français s'est établi à 19,13 millions de têtes, progressant pour la première fois depuis sept ans (+ 1,2 % par rapport à novembre 2006). Ces données confirment et renforcent la tendance amorcée en mai 2007 (+ 0,5 %).

Le cheptel de vaches s'est légèrement consolidé (+ 0,6 %) à 7,92 millions de têtes. Le troupeau de vaches allaitantes a atteint 4,16 millions de têtes (+ 2,1 %), suivant une augmentation plus rapide que les deux années précédentes (+ 0,7 % en 2005 et + 1,1 % en 2006). Le nombre de vaches laitières a en revanche diminué mais la baisse s'est ralentie en 2007 (- 1,1 % contre - 2,5 % en 2006), conséquence du maintien dans les élevages de vaches qui auraient dû être réformées en fin de campagne 2007/2008 et conservées afin de limiter la sous-réalisation française du quota laitier.

A l'image de ce qui s'est passé pour les vaches, le recul du troupeau de génisses laitières de plus de 2 ans s'est nettement atténué (- 1,3 % après - 4,7 % en 2006). Les moins bons animaux, qui auraient pu être sortis du troupeau, ont été conservés, les éleveurs anticipant la hausse des quotas de 2,5 % pour la campagne 2008/2009. Par contre, la baisse du nombre de génisses de 1 à 2 ans a été du même ordre de grandeur que l'année précédente (- 2,3 %).

Le cheptel de génisses nourrices continue sa progression, que ce soit pour les animaux de 1 à 2 ans (+ 1,3 %) et surtout pour les animaux de plus de 2 ans (+ 5,2 %). Ces évolutions devraient entraîner une poursuite de l'essor du cheptel allaitant.

Conséquence de l'accroissement du troupeau allaitant, le nombre de génisses de boucherie repart à la hausse : + 8,1 % pour les animaux de 1 à 2 ans et + 2,4 % pour les animaux de plus de 2 ans. Les mâles de type « viande » ont été également plus nombreux lors de l'enquête de 2007 que lors de l'année précédente : + 4,1 % pour les animaux de plus de 2 ans et surtout + 6,4 % pour les animaux de 1 à 2 ans. Cela laisse supposer une hausse de la production de jeunes bovins dans les mois à venir, d'autant plus que les éleveurs français ont été contraints de conserver et d'engraisser eux-mêmes une partie de leurs animaux maigres du fait de la suspension des exportations de brouillards vers l'Italie au début du mois de mars. Cette évolution est déjà perceptible au niveau des abattages.

## 2.2. L'offre

### a. Les abattages et la production

Sur les deux premiers mois de l'année, les abattages de gros bovins dans l'**Union européenne** à 27 se sont maintenus à un niveau proche de celui de 2007 (+ 0,6 %) à 1,207 million de tec. Les disponibilités sont du même ordre de grandeur que celles de l'an passé. Les abattages de jeunes bovins ont enregistré une hausse (+ 5,8 %) alors que le nombre de vaches et de bœufs abattus ont été en net recul (- 2,4 % et - 5,7 % respectivement).

La situation sur le marché des produits laitiers est actuellement, et depuis quelques mois, plutôt favorable à l'accroissement de la production : les prix payés aux producteurs ont progressé dans la majorité des Etats membres. Cela a encouragé les éleveurs à développer leur production, d'autant plus que l'Union était en sous-réalisation, et donc à conserver leurs vaches jusqu'à la fin de la campagne. Pour la nouvelle campagne laitière (2008/2009), le quota a de nouveau augmenté pour certains Etats membres ce qui a pu inciter les producteurs à conserver des vaches qui auraient dû être réformées.

La hausse du cheptel allaitant explique en grande partie l'augmentation des abattages de jeunes bovins mais il ne faut pas négliger l'impact de la crise qui a touché la filière du veau de boucherie l'année dernière. Des animaux dirigés alors vers la filière viande rouge pourraient commencer à sortir des ateliers d'engraissement.

L'Allemagne est un cas particulier, puisque c'est un des rares pays où les abattages ont augmenté en janvier-février (+ 4,4 % en volume), en raison de la hausse des abattages des jeunes bovins (+ 5,8 %) et des vaches (+ 5,8 %). Le prix du lait allemand est retombé à un niveau bas et des éleveurs ont tendance à se désengager de la production laitière. Par ailleurs, la concurrence avec les productions végétales pour l'industrie des biocarburants est toujours très forte dans ce pays. Au mois de février, en raison d'une bonne demande des abatteurs, le marché du jeune bovin a été marqué par une augmentation des prix payés aux éleveurs, ce qui a incité ces derniers à sortir plus d'animaux.

En Irlande, le nombre d'abattages réalisés sur le premier trimestre 2008 a baissé de 9,7 %. Ce pays se serait tourné vers l'exportation en vif, surtout vers le Royaume-Uni où il y avait des débouchés, voire vers l'Italie où la demande en jeunes bovins était soutenue. De plus, en raison de la présence de la FCO en Grande-Bretagne, les achats d'animaux britanniques des zones touchées, pour des abattages en Irlande, ont été stoppés.

Les abattages grecs ont régressé de 1,5 % sur les deux premiers mois, conséquence de la faiblesse de la consommation. La baisse a été plus marquée en février, en raison de l'approche du carême orthodoxe, et se serait poursuivi en mars.

En **France**, les abattages de gros bovins ont reculé de 1,9 % en têtes et 2,2 % en poids sur les quatre premiers mois de l'année 2008. Ce repli s'est accentué au mois de mars (- 5,4 % en têtes contre - 0,6 % en janvier), en raison notamment de la baisse des abattages de femelles (- 10,2 % en mars).

En effet, le nombre de **vaches** abattues a nettement fléchi depuis le début de l'année 2008 (- 8,1 % en têtes), conséquence de la rétention des vaches de plus de trois lactations dans les élevages. Un signal fort avait en effet été donné quelques mois avant la fin de la campagne laitière par les pouvoirs publics (assouplissement des mesures de gestion des quotas avec un seuil du taux d'allocation porté à 20 %) pour inciter les éleveurs à augmenter leur production et limiter ainsi la sous-réalisation française. La fin de la campagne aurait pu être marquée par une reprise des abattages mais l'augmentation de 2,5 % de la référence nationale pour la campagne 2008/2009 et la hausse du prix du lait (+ 98,6 €/ 1000 L sur le premier trimestre 2008 par rapport à 2007) ont au contraire incité les producteurs à conserver un plus grand nombre de vaches et de génisses : au mois de mars, les abattages de vaches ont encore chuté de 10,5 % et ceux de

génisses de 8,9 % en têtes. Cette chute s'est ralentie en avril (- 4,1 % pour les vaches et - 3,9 % pour les génisses).

Les abattages de **jeunes bovins** ont en revanche progressé sur le premier trimestre 2008 (+ 8,7 % en têtes). Cette évolution s'explique principalement par trois facteurs :

- un troupeau allaitant qui s'est installé sur une tendance croissante depuis quelques années (plan de soutien à l'engraissement),
- l'impact de la fièvre catarrhale ovine sur les exportations françaises, ce dès le mois d'août 2006 dans le quart Nord-est de la France, ce qui a contraint à l'engraissement d'animaux maigres sur le territoire national (aides à la repousse et au maintien des animaux dans les élevages),
- la crise de la filière veau au début de l'année 2007 qui s'est soldée par une réduction sensible des mises en place de veaux dans les ateliers d'engraissement et le transfert d'animaux vers la filière longue (engraissement de veaux de bonne conformation en « croisement industriel »).

Néanmoins, le contexte économiquement difficile (envolée du coût des intrants, surtout de l'aliment - l'indice INSEE IPAMPA pour l'aliment de gros bovins du mois d'avril 2008 progresse encore de 0,8 % par rapport à mars 2008 et de 22,6 % par rapport à avril 2007) a encouragé une rotation plus courte et une finition plus rapide des animaux : les poids de carcasses des jeunes bovins ont ainsi diminué de 2,1 % sur les trois premiers mois, à 391,6 kg / tête (- 8,3 kg) et ceux des bœufs ont perdu 7,3 kg / tête pour une moyenne de 397,3 kg / tête.

La production française de bovins (gros bovins et veaux) a reculé sur les trois premiers mois de l'année (- 7,7 %) pour s'établir à 1,49 million de têtes. Cette diminution s'est accentuée au mois de mars (- 22,1 %), en raison notamment de la chute des abattages de veaux et des exportations de bovins.

#### *b. Les importations françaises en vif progressent alors que celles de viande s'affaiblissent*

##### ➤ Animaux vivants de boucherie

Les importations françaises d'animaux destinés à la boucherie ont plus que quadruplé sur le premier trimestre 2008. Si les achats d'animaux de plus de 300 kg se sont globalement maintenues (+ 12,9 % soit + 400 têtes sur trois mois), les approvisionnements en veaux (animaux de 80 à 300 kg) sont passés de 300 têtes en 2007 à 14.400 têtes en 2008. Suite à des mises en place de veaux en recul dans les ateliers d'engraissement en 2007, les sorties du début de l'année 2008 ont enregistré une baisse de 15 % par rapport à 2007, année déjà en repli par rapport à 2006. Ces importations ont permis de compenser, au moins partiellement, le déficit français. En revanche, la production française de gros bovins finis se porte plutôt mieux en ce début d'année ; le recours aux animaux étrangers n'a donc pas été nécessaire.

##### ➤ Viande bovine (fraîche, congelée et de conserve)

Pour la même raison, les importations de **viande bovine fraîche** (gros bovins et veaux) ont été freinées au premier trimestre 2008 (- 2,1 %). Elles auraient également été découragées par la baisse de la consommation. Ainsi, la quasi-totalité des Etats membres ont vu leurs ventes de viande vers la France se réduire (- 7,9 % pour l'Espagne, - 1,0 % pour l'Allemagne, - 4,3 % pour la Belgique, - 2,9 % pour l'Irlande), exception faite des Pays-Bas (+ 3,1 %), pays qui exporte néanmoins beaucoup de viande de veau.

Les achats de viande fraîche d'Amérique latine ont aussi fortement diminué. Suite à l'interdiction des importations de la viande bovine argentine vers l'Union européenne, due à la présence de la fièvre aphteuse (embargo levé le 9 janvier mais rétabli début février après la découverte d'un nouveau foyer), les ventes de l'Argentine se sont effondrées en janvier et surtout février (- 89,4 %, à 910 kg). Au mois de mars, le pays a tenté de rattraper son retard (+ 65,2 % par rapport à mars 2007) mais la situation ne devrait pas s'améliorer au mois d'avril. Une grève des producteurs, débutée mi-mars et destinée à protester contre la hausse des taxes sur les exportations agricoles, a mis le pays en condition de pénurie. Afin de limiter ce manque de produits sur le marché

intérieur, le gouvernement argentin a décidé de suspendre les exportations de viande à compter du 1<sup>er</sup> avril. Le 6 mai, une nouvelle résolution a été publiée au Journal Officiel, décidant la réouverture des exportations, tout en limitant, pour chaque société, les quantités vendues à 25 % de ses stocks. Cette mesure n'a toutefois pas encore été mise en place, la grève se poursuivant en Argentine.

Le Brésil connaît également une situation difficile. Les ventes de viande brésilienne ont diminué de 12,5 % sur le premier trimestre, avec - 35,0 % en février et - 67,4 % en mars. Le pays a été soumis à partir du 31 janvier à un embargo de l'Union européenne sur ses viandes (fraîches et congelées), lié à la fièvre aphteuse qui y sévit et à l'incapacité du gouvernement à mettre en place des conditions sanitaires et de traçabilité suffisantes. Le 27 février, 106 exploitations ont été agréées pour exporter leur viande vers l'UE mais il est vraisemblable que le niveau des ventes vers la France restera très en deçà de l'an passé.

Les achats de **viande congelée** ont atteint 20.000 tonnes au premier trimestre, en hausse de 1 %. Il s'agit pour l'essentiel d'importations en provenance des pays de l'Union (+ 3,3 %), les approvisionnements en provenance des Pays Tiers (Amérique latine principalement) ayant chuté de 23,5 %.

Les importations de **conserves et viandes transformées** restent marginales (4.500 tec sur les trois premiers mois) mais ont progressé de 95,7 % par rapport à 2007.

### 2.3. La demande

#### a. La consommation est timide depuis le début de l'année, en France comme dans l'UE...

Dans l'**Union européenne**, la demande des consommateurs est relativement morose. Même si la traditionnelle baisse de janvier en Allemagne n'a pas eu lieu, la consommation aurait commencé à s'infléchir en avril. En Grèce, le carême de la Pâque orthodoxe a ralenti la consommation dès le 10 mars.

Le panel GFK indique pour le mois de février une hausse de la consommation **italienne** de viande bovine de 1,1 %, pour des prix globalement stables (+ 0,3 %), après un repli de la consommation au mois de janvier (- 1,6 %). Au mois de mars, la hausse des achats se confirme (+ 1,9%) malgré des prix qui flambent (+ 5,8 %).

En **France**, la consommation mesurée par bilan a atteint 353.800 tec au premier trimestre, en baisse de 1,5 %. Ce repli a été plus prononcé au mois de mars (- 4,9 %) du fait du recul des abattages. En outre, ce mois a englobé les fêtes de Pâques et les vacances, une des époques de l'année où la consommation de viande bovine a toujours tendance à ralentir au profit de l'agneau.

L'indice du mois de mars 2008 de prix de détail INSEE s'est maintenu au niveau du mois de février 2008 (+ 0,1 %) mais a gagné 3,4 % par rapport à mars 2007. Le mois d'avril a enregistré une nouvelle petite hausse : + 0,6 % par rapport à mars 2008 et + 3,6 % par rapport à avril 2007. Le bœuf se situe ainsi à peu près dans la moyenne de l'évolution des prix des viandes de boucherie (+ 0,5 % et + 4,8 respectivement pour avril).

#### b. ... ce qui n'a pas facilité les exportations

##### ➤ Animaux vivants de boucherie

En cumul sur les trois premiers mois de l'année, les exportations françaises en vif se sont élevées à 18.600 têtes, en baisse de 11,4 %. En mars, les ventes ont diminué de moitié (- 53,6 %) à 3,2 milliers de têtes. Le recul de la production française n'a pas permis de soutenir les exportations vers des pays dont le niveau de consommation est de toute façon resté bas. Par exemple, l'Allemagne n'a pas importé d'animaux en mars et très peu depuis le début de l'année (100 têtes ; - 83,3 %). Principal client, l'Italie a réduit ses achats de moitié en mars suite à la fermeture de son marché aux animaux français issus des zones touchées par la FCO.

➤ Viande bovine (fraîche, congelée et de conserve)

Les exportations de **viande bovine fraîche** au cours du premier trimestre 2008 ont été inférieures à celles de 2007 de 1,5 %, pour atteindre 52.000 tec. Non seulement la réduction de la production française a limité les possibilités d'expéditions de viande vers l'étranger, mais la plupart de ces pays ont également réduit leur consommation, n'ayant de fait que peu recours aux achats de viande.

Les ventes vers le marché grec ont été soutenues sur les deux premiers mois (+ 22,8 %) puis freinées en mars (- 9,1 %). Un problème d'étiquetage pourrait être à l'origine de cette évolution mais, principalement, c'est le carême de la Pâque orthodoxe, vers la mi-mars, qui a ponctuellement réduit la consommation.

En Italie, la consommation a légèrement progressé et le pays a semble-t-il tenté de compenser la baisse des achats d'animaux vivants par des approvisionnements en viande fraîche (+ 14,1 % sur le premier trimestre) pour répondre à la demande.

L'Allemagne, troisième pays importateur de viande française fraîche, a en revanche revu ses achats à la baisse (- 6,0 % sur le premier trimestre, - 18,7 % pour le seul mois de mars) devant le recul de la demande intérieure.

En **viande congelée**, les exportations françaises ont atteint 7.900 tec au premier trimestre 2008, contre 7.800 en 2007 (+ 1,3 %). La plupart des pays européens acheteurs a conservé le même niveau d'approvisionnement à l'exception de l'Allemagne (+ 200 tec). Les Pays Tiers représentent toujours 9 % des acheteurs mais, en ce début d'année, la France a perdu le marché russe au profit du Brésil.

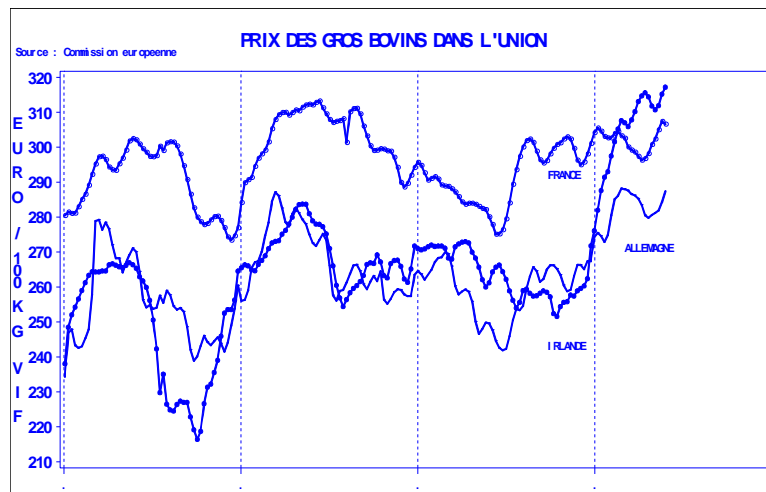
Les échanges de **conserves et viandes transformées** sont devenus déficitaires au premier trimestre 2008 (- 1.500 tec), même si les exportations ont progressé de 20 %, à 3.000 tec. Les expéditions vers l'Union ont augmenté (+ 55,6 %) alors que celles vers les Pays Tiers ont diminué (- 5,9 %).

Pour les trois premiers mois de l'année 2008, le solde, toujours négatif, des échanges de viande s'est légèrement dégradé : il passe de - 38.500 tec en 2007 à - 39.300 tec. En valeur, le solde a atteint - 94 millions d'euros pour les viandes, contre - 81 millions en 2007.

## 2.4. Les prix à la production

En moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juin, le prix moyen pondéré à la production des gros bovins dans l'**Union européenne à 27** s'est établi à 293,2 €/ 100 kg net, en augmentation de 5,1 % par rapport à la même période de 2007. L'offre n'a pas été particulièrement excessive, c'est surtout la demande qui a été très calme en Europe depuis le début de l'année. Si les cours des jeunes bovins ont connu une hausse modeste (+ 2,5 % à 315,9 €/ 100 kg), l'augmentation des prix des femelles, en particulier des vaches, a été plus significative (+ 5,6 % pour les vaches R3 et + 7,1 % pour les vaches O3). La rétention des femelles dans les élevages laitiers a entraîné un déficit de l'offre sur le marché européen et cette hausse des prix.

Les prix ont fortement progressé en Irlande (+ 13,0 %) grâce à une croissance des débouchés, notamment sur le Royaume-Uni, ce qui a permis d'alléger le marché intérieur. Ainsi, les cours irlandais qui se trouvaient sous la moyenne européenne en 2007 sont passés au-dessus en ce début d'année (304,4 €/ 100 kg). Les cours du bœuf R3 (+ 12,5 %) et plus encore ceux de la vache O3 (+ 15,6 %) ont été orientés à la hausse.



Le cours moyen pondéré des gros bovins a gagné 8,4 % en Allemagne. Dans ce pays, les éleveurs de jeunes bovins ont retenu leurs animaux de façon à réduire l'offre, demandant ainsi des prix plus élevés aux abattoirs (+ 5,4 % en février sur les JB R3). Cette hausse s'est ralentie vers la fin du mois de février du fait de la demande plus réservée de la part des abattoirs (- 7,0 % de la semaine 9 à la semaine 22 de 2008).

En Italie, les gros bovins se sont vendus en moyenne 6,5 % plus chers qu'en 2007. En Grèce (+ 1,2 %) et au Royaume-Uni (+ 4,3 %), les augmentations ont été plus modestes.

L'Espagne est un des rares pays (avec le Portugal) où les prix des gros bovins ont reculé (- 8,4 %). Dans cet Etat, l'offre a été abondante, face à une demande intérieure très modérée et des niveaux d'expéditions limitées par les contraintes de mouvements des animaux dues à la FCO. Les abattoirs n'ont pas pu absorber toute la production espagnole, ce qui a conduit à des retards dans les sorties et des alourdissements des carcasses. C'est le même phénomène qui s'est produit au Portugal où les prix ont perdu 10,7 %.

Sur les 22 premières semaines de 2008, le prix moyen pondéré à la production des **gros bovins** entrée abattoir s'est établi à une moyenne de 3,09 €/kg de carcasse en **France**, en hausse de 3,4 % par rapport à 2007. Après quelques semaines de recul (- 2,6 % entre la semaine 8 et la semaine 15), les cours sont repartis à la hausse au mois d'avril (+ 2,0 % en cinq semaines), l'écart avec les valeurs de 2007 se creusant au fur et à mesure, pour atteindre + 7,9 % en semaine 22 (3,14 €/kg).

La hausse saisonnière des prix qui débute habituellement dès le mois de janvier n'a pas eu lieu (comme l'an passé) : la demande française, et également étrangère, en viande a été relativement réservée mais l'offre plutôt réduite en ce début d'année a permis d'éviter la chute des cours jusqu'à fin février. A partir du mois de mars, ce sont surtout les prix du jeune bovin qui ont tiré la moyenne vers le bas, la filière ayant subi les conséquences négatives de la FCO.

En comparaison aux valeurs des quatre premiers mois de 2007, les cours des **jeunes bovins** ont progressé en ce début d'année : les jeunes bovins de classe U3 ont gagné 4,3 %, les jeunes bovins R3 5,6 %, à 3,16 €/kg et les jeunes bovins O3 4,8 %. Le prix du jeune bovin O a été tiré à la hausse par la baisse des disponibilités en vaches et la substitution qui s'est de fait opérée entre ces deux types de viande. Les cours des autres conformations de jeunes bovins ont suivi l'évolution du JB O.

Néanmoins, les prix ont été orientés selon la même tendance baissière que l'an passé et le repli des cours, provoqué par la hausse des abattages et la faiblesse de la demande des consommateurs, en particulier à partir du mois de mars, a concerné la plupart des conformations de jeunes bovins. Ainsi, entre la semaine 10 et la semaine 17, les jeunes bovins U3 et R3 ont perdu chacun 16 centimes (- 4,6 % et - 5,0 % respectivement). Depuis fin avril, les cours sont repartis à la hausse pour ces deux conformations : la demande semblerait s'être un peu améliorée

et les abattoirs auraient anticipé leurs achats en prévision des jours fériés du mois de mai. Pour la conformation O3, la baisse avait débuté dès janvier (- 7,4 % entre la semaine 2 et la semaine 14) et depuis la semaine 17, les cours sont orientés à la hausse (+ 2,5 %). Suite au premier cas de FCO découvert en Italie et compte tenu de l'interdiction de mouvements d'animaux dans le Vénétó, les abattoirs du Piémont se sont tournés vers les jeunes bovins du Nord-est de la France, ce qui a permis de soutenir les prix.

Les prix des **vaches**, en particulier des vaches de bonne conformation (R), ont plutôt bien résisté depuis le mois de janvier. Le cours des vaches R3 a ainsi tourné autour d'une moyenne de 3,26 €/ kg, en hausse de 3,8 % par rapport à 2007. Le prix moyen des vaches O3 a été de 2,85 €/ kg (+ 8,0 %) et celui des vaches P3 de 2,64 €/ kg (+ 8,6 %). Cette évolution des prix s'explique en grande partie par le déficit de l'offre en vaches, les éleveurs laitiers ayant choisi de garder leurs femelles jusqu'à la fin de la campagne afin d'augmenter leur production, profitant ainsi de l'assouplissement des mesures de gestion des quotas. Fin mars, quelques sorties de vaches ont eu lieu mais elles sont restées faibles en comparaison aux années précédentes, en raison du prix élevé du lait, incitant à produire. Mais surtout, devant le bas niveau de consommation français, les industries sont restées prudentes dans leurs achats de viande. Ainsi, au mois de mars, les cours des vaches ont légèrement reculé, en particulier pour les vaches de conformation médiocres (- 2,8 % pour les vaches O3 et - 2,7 % pour les vaches P3). Depuis le début du mois d'avril, les prix suivent une tendance haussière (+ 4,3 % pour les vaches R3, + 5,1 % pour les vaches O3), liée à la baisse habituelle des abattages en cette période de l'année et qui devrait se poursuivre jusqu'en juillet. Lors des prochaines semaines, les prix des vaches pourraient donc continuer à monter ou éventuellement à stagner à leur niveau actuel.

### 3. LE MARCHÉ DES BOVINS ALLAITANTS DESTINÉS À L'ENGRASSEMENT

#### 3.1. Les prix sont orientés à la baisse

Dans l'**Union européenne**, le prix moyen pondéré des animaux maigres destinés à l'engraissement s'est élevé à 1,98 €/ kg vif en moyenne sur les 22 premières semaines de l'année, en recul de 14,0 %. Ce repli a été observé dans la majorité des pays producteurs de viande bovine, dans des proportions plus ou moins importantes.

Les cours espagnols, relativement élevés en 2007, ont diminué de 26,5 % en 2008 et sont désormais les plus faibles d'Europe. L'offre espagnole a été importante et il a été difficile d'absorber les excédents malgré les hauts niveaux d'abattage, en raison d'une vente de viande peu dynamique. De ce fait, les éleveurs ont limité les mises en place pour l'engraissement de bovins maigres.

La baisse du cours du broutard a été plus modérée en Italie (- 8,0 % du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juin) mais depuis la semaine 9, la cotation est restée inchangée, à 2,24 €/ kg. Les prix italiens ont été influencés par le repli des prix des broutards français (- 13,0 % sur les 22 premières semaines) et par les difficultés d'échanges liées à la FCO. En semaine 22, le prix du bovin maigre italien a gagné 30 centimes / kg suite à l'accord franco-italien (cf. ci-dessous).

Les évolutions des cours des maigres irlandais et britanniques sont très liées : ils ont diminué respectivement de 4,3 % et 4,1 %, pour atteindre 172,6 et 173,6 €/ 100 kg. En Irlande, les prix ont été soutenus par des exportations en hausse (+ 26,3 % en janvier), notamment vers le Royaume-Uni (+ 112,4 %).

En **France**, le prix moyen pondéré des animaux destinés à l'engraissement a baissé de 13,0 % sur les 22 premières semaines. Il s'est établi à une moyenne de 2,24 €/ kg.

Trois facteurs permettent d'expliquer cette évolution. Tout d'abord, conséquence de la hausse du cheptel de vaches allaitantes, le nombre de naissances de veaux a progressé et les disponibilités en bovins maigres ne cessent de croître. En outre, les éleveurs montrent des réticences à engraisser les animaux, sans garantie d'un retour sur investissement favorable compte-tenu du prix élevé de l'aliment.

Enfin, cette filière a largement pâti de la fièvre catarrhale ovine, notamment en raison des difficultés de déplacement des animaux. La situation s'est particulièrement aggravée à la fin du mois de février. L'Italie, principal importateur de broutards français, a décidé, dès le 4 mars, de fermer ses frontières aux animaux issus des zones non indemnes du sérotype 8 FCO et non vaccinés. Les engraisseurs italiens ont accru leurs achats de maigres français (+ 23,8 % au mois de février) afin d'anticiper ce déficit d'approvisionnement en broutards, qui devrait se poursuivre pendant deux ou trois mois. Ainsi, les cours se sont plutôt bien tenus jusque début mars en France (- 1,3 %), tout en restant largement inférieurs à ceux de 2007, de 12 % en moyenne.

Une campagne de vaccination a été mise en place dès le 12 mars, afin de pouvoir reprendre le commerce avec l'Italie le plus rapidement possible et les seize départements du Nord-est les plus touchés ont bénéficié des 25.000 premières doses. Néanmoins, le délai du cycle vaccinal (deux injections à 30 jours d'intervalle et une période de 60 jours avant le transport de l'animal vers l'Italie) a contraint au gel des exportations (- 87,8 % en mars). Devant une offre devenue trop abondante sur le marché français et l'hésitation des éleveurs à conserver leurs broutards pour les engraisser, les prix français ont à nouveau baissé (- 2,7 % de la semaine 9 à la semaine 13) et se sont depuis stabilisés à des niveaux bas. Au mois d'avril, la baisse a été plus marquée (- 16,0 % par rapport à 2007) mais elle s'est atténuée en mai (- 9,8 %).

Début avril, un cas de FCO sérotype 8 a été détecté en Italie, en plein cœur de la zone de production et d'engraissement des broutards (région de Vérone), dans un élevage laitier. Cet événement aurait pu faciliter la reprise des échanges d'animaux entre la France et l'Italie mais il a fallu attendre le 7 mai pour qu'un protocole technique soit signé. Cet accord a permis de réduire à 30 jours le délai avant exportation des animaux (au lieu de 60 jours)<sup>2</sup> mais uniquement pour les animaux vaccinés pendant la période d'inactivité du vecteur, soit du 21 décembre au 30 avril. Les ventes vers l'Italie ont pu reprendre au mois de mai. La cotation des bovins maigres, établie pour les animaux vaccinés a progressé de 12,0 % entre la semaine 19 et la semaine 22, pour atteindre 2,43 €/ kg net.

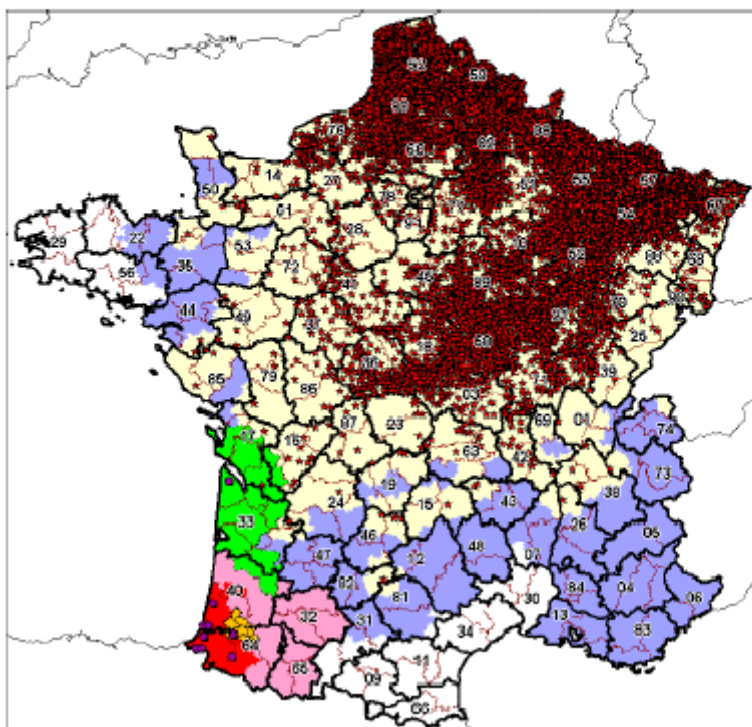
La moyenne française cache des variabilités selon les races des broutards, même si toutes ont été soumises à une baisse de leurs prix. La cotation des limousins U3 s'est établie à 2,35 €/ kg vif, en recul de 12,1 %. Les charolais U3 ont enregistré une diminution de 14,2 % et les croisés, de 8,1 %. De la semaine 11 à la semaine 19, les cotations des animaux maigres ont été reconduites, à 2,24 €/ kg vif pour les limousins, 2,17 €/ kg pour les charolais et 1,90 €/ kg pour les croisés. Depuis, le prix du mâle charolais U3 6-12 mois a enregistré une hausse de plus de 40 centimes et le prix du mâle limousin U3 6-12 mois une augmentation de plus de 20 centimes. Les maigres mâles rustiques R de 6-12 mois ne sont plus cotés.

---

<sup>2</sup> Cet accord concerne les bovins de plus de 90 jours, vaccinés avec le produit BTV PUR ALSAP 8 de l'entreprise Merial pendant la période d'inactivité du vecteur, c'est-à-dire entre le 21 décembre et le 30 avril. Sont exclus les animaux provenant des zones touchées par le sérotype 1 et de certains départements du Sud-ouest touchés par le sérotype 8 mais où la reprise de l'activité vectorielle et de la circulation virale a été plus précoce.

### Extension des zones FCO au 3 juin 2008

|                |  |
|----------------|--|
| Zone en jaune  | Périmètre interdit sérotype 8            |
| Zone en bleu   | Zone réglementée sérotype 8              |
| Zone en rose   | Zone réglementée sérotype 1              |
| Zone en rouge  | Périmètre interdit sérotype 1            |
| Zone en orange | Nouveaux Périmètres interdits sérotype 1 |
| Zone en vert   | Zone Réglementée sérotype 1 et 8         |



Source : Ministère de l'Agriculture, DGAL

### 3.2. Les exportations sont en net recul depuis le mois de mars

En moyenne sur les trois premiers mois de l'année, les exportations de bovins maigres français ont diminué de 17,3 % par rapport à la même période de 2007, s'élevant à 174.900 têtes. La totalité de ces ventes a été destinée aux Etats européens, en particulier l'Italie, premier importateur de brouards français. Si ses achats se sont bien portés en janvier (+ 14,9 %) et surtout en février (+ 23,8 %), ils se sont effondrés au mois de mars (- 87,8 %), suite à la fermeture des frontières aux animaux issus de zones touchées par la FCO et non vaccinés. Suite à l'accord assouplissant les règles de commercialisation des animaux vaccinés contre la FCO, les expéditions de brouards vers l'Italie ont repris au mois de mai, mais cette situation ne devrait pas durer car les bovins vaccinés après le 02/05/08 ne pourront être exportés qu'au mois de juillet si les dispositions ne changent pas.

Les exportations vers l'Espagne ont diminué de 42,7 % au premier trimestre. Le débouché espagnol, déjà saturé, n'a pas permis d'absorber le surplus généré par la réduction des achats de l'Italie. Même si les frontières espagnoles n'ont pas été fermées aux brouards français, l'extension des zones touchées par la FCO a pu limiter les mouvements du bétail.

## 2 - LE MARCHÉ DU VEAU

### 1. LE MARCHÉ DU VEAU DE 8 JOURS

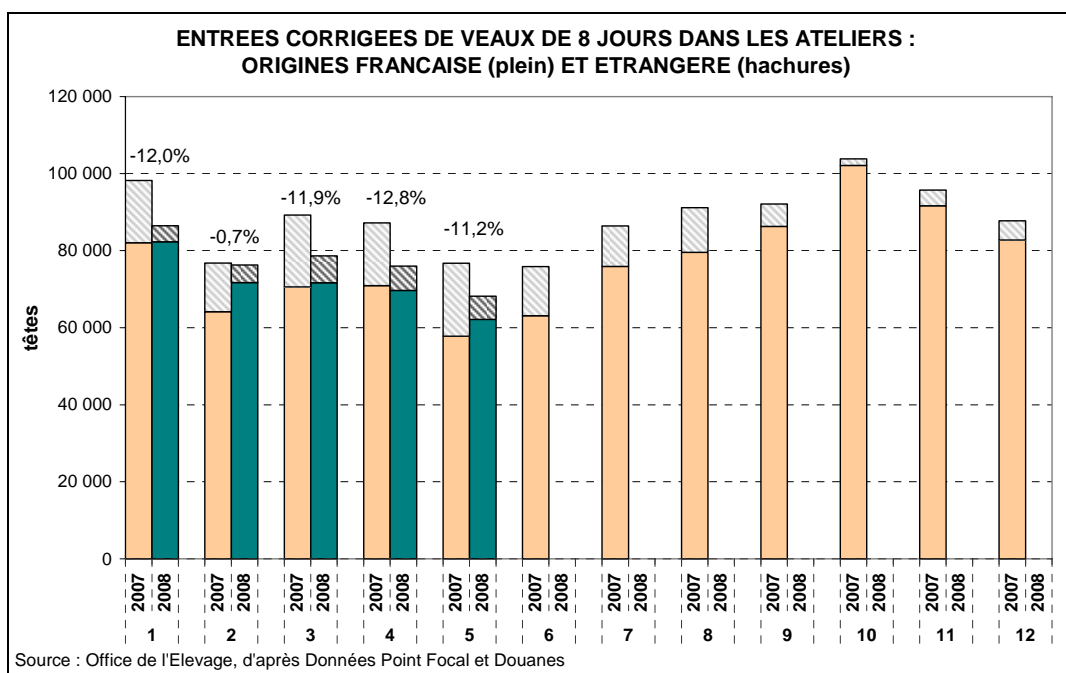
#### 1.1. Les échanges

Depuis le début de l'année, les échanges de veaux de 8 jours entre la France et les autres Etats membres de l'Union européenne à 27 se sont nettement ralentis. Les importations ont reculé de 67,0 % (- 30.900 têtes) sur le premier trimestre 2008, en raison de l'offre abondante et suffisamment bon marché sur le marché intérieur ainsi que de la demande prudente de la part des intégrateurs. Ainsi, les achats en provenance d'Allemagne, principal fournisseur, ont diminué de 76,6 %, passant de 30.300 à 7.100 têtes. L'Italie a dû réduire ses ventes de 74,2 % et le Royaume-Uni de 57,9 %.

Malgré des disponibilités relativement importantes, les exportations françaises de veaux de moins de 80 kg ont enregistré une baisse de 64,1 % sur les trois premiers mois de l'année 2008, pour s'établir à 15.600 têtes. Ces expéditions ont été limitées non seulement par les difficultés de déplacement des animaux liées à la fièvre catarrhale ovine mais aussi par la faiblesse de la demande des pays engraisseurs de veaux. L'Espagne a réduit ses approvisionnements de 71,0 %, l'Italie et le Royaume-Uni de plus de 50 %.

#### 1.2. Les mises en place de veaux de 8 jours en France

Dans la continuité des trois derniers mois de l'année 2007, les mises en place de veaux de 8 jours d'origine française ont continué à progresser en 2008 (+ 3,5 % sur les cinq premiers mois à 357.505 têtes, avec notamment une hausse de 11,8 % en février et de 7,5 % en mai). La situation sur le marché français en janvier et février a en effet été plutôt favorable à l'engraissement de veaux : des prix du petit veau attractifs et surtout des disponibilités importantes puisqu'à la fois les naissances de veaux laitiers et de veaux allaitants sont en hausse (+ 4,4 % et + 11,0 % respectivement sur ces deux mois).



Néanmoins, si les entrées de veaux français sont en progression, les mises en place totales, corrigées avec les entrées de veaux étrangers de moins de 80 kg sont en net repli sur le début de l'année (- 10,0 % de janvier à mai, par rapport à la même période de 2007, qui était déjà caractérisée par un niveau bas). L'offre française, abondante et bon marché, suffit à répondre à la demande des intégrateurs, une demande qui reste par ailleurs timide en raison de la baisse de la consommation française et européenne. Le prix du veau de boucherie en décroissance depuis février n'est pas non plus très incitatif à l'engraissement du veau et les mises en place du premier trimestre correspondent globalement à des sorties en été, période peu favorable à la consommation de viande de veau.

### 1.3. Les prix

Sur les cinq premiers mois de l'année 2008, les cours **européens** du veau de 8 jours sont restés nettement en deçà de ceux de 2007 (- 16,0 %) à une moyenne de 162,1 €/ tête. Cet écart s'explique par deux facteurs :

- le niveau relativement élevé des prix en début d'année 2007,
- l'abondance de l'offre sur le marché communautaire en cette période de vêlages à laquelle s'ajoute la faible demande des intégrateurs en petits veaux.

Le recul est particulièrement prononcé en France (- 20,9 % en avril, - 23,0 % en mai) ; il est également significatif en Allemagne (- 16,1 %), en Espagne (- 16,5 %). Au Royaume-Uni (- 11,9 % sur cinq mois), après avoir été en hausse par rapport à 2007 (+ 3,1 % en février), les prix sont passés sous les niveaux de l'an passé (- 23,5 % en avril) : il est possible que les petits veaux britanniques qui partent habituellement aux Pays-Bas aient été conservés pour engraissement et revente en broutards. L'Irlande est un des rares pays à avoir enregistré une hausse des prix du veau de 8 jours (+ 2,5 % sur janvier-mai) mais ses cours partaient d'un niveau inférieur à la plupart des autres Etats.

Néanmoins, depuis le 1<sup>er</sup> janvier et après le fort recul observé l'année dernière (le prix moyen européen n'était que de 135,29 €/ tête fin décembre 2007), les prix ont été orientés à la hausse (+ 7,6 % entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 5 juin). Cette reprise a eu lieu dans plusieurs Etats membres de l'Union européenne, de façon plus ou moins prononcée : Royaume-Uni (+ 73,4 %), Italie (+ 15,4 %), Pays-Bas (+ 24,2 %). La persistance de la fièvre catarrhale ovine dans le nord de l'Europe a provoqué un étalement des vêlages et donc de l'offre, ce qui a soutenu la progression des prix des petits veaux néerlandais.

Le phénomène inverse a été observé en Irlande, où les cours ont perdu 19,0 % entre la première et la 22<sup>e</sup> semaine de 2008.

En **France**, le prix moyen pondéré du veau de 8 jours s'est établi en moyenne à 156,7 €/ tête sur les 22 premières semaines ; elle a ainsi reculé de 23,0 %. L'excès de disponibilités en petits veaux sur le marché intérieur n'a pas permis de soutenir les cours qui ont déjà connu une forte chute en 2007. Cette situation est commune aux veaux destinés à l'élevage et aux veaux destinés à l'engraissement, avec un recul plus marqué pour ces derniers.

La cotation des veaux mâles laitiers (45-50 kg) destinés à l'engraissement a diminué de 23,3 % en moyenne sur les cinq premiers mois (123,7 €/ tête) par rapport à la même période de 2007. Cependant, les cours ont progressé de 6,7 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 5 juin 2008, oscillant entre 113 et 126 €/ tête. En ce début d'année, les intégrateurs sont restés prudents sur les mises en place en ateliers d'engraissement et l'offre est demeurée supérieure à la demande sur le marché français. De ce fait, les importations de petits veaux ont été réduites de façon drastique, ce qui a permis de contenir une éventuelle décroissance des prix, déjà bas. La demande modérée a conduit à une plus grande sélection des animaux : les veaux de bonne qualité ont été préférés, aux dépens des veaux de qualité médiocre dont les cours se sont dégradés plus fortement. La cotation des veaux mâles laitiers de 40-45 kg destinés à l'engraissement a par exemple reculé de 33,9 % par rapport à 2007.

Du fait des coûts d'engraissement dans la filière jeune bovin et de la faiblesse de la consommation actuellement, les veaux d'élevage sont également peu demandés : le repli des prix des veaux mâles lourds destinés à l'élevage, même s'il a été moins prononcé, s'est tout de même établi à - 16,7 %, pour une moyenne de 292,7 €/ tête. Cette forte disponibilité pèse, à la marge, sur le marché du veau de boucherie.

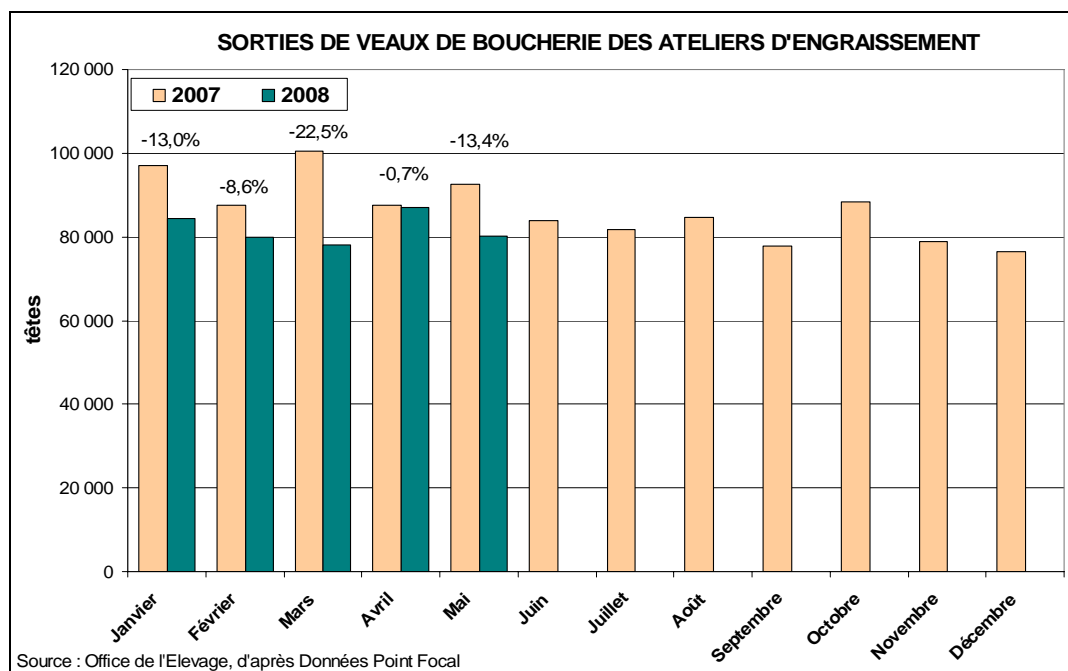
## 2. LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

### 2.1. L'offre

Sur les deux premiers mois de l'année 2008, les abattages de l'**Union européenne** à 15 se sont élevés à 111.800 tec, en recul de 8,2 % par rapport à 2007. Cette baisse a été observée dans tous les grands pays producteurs de veaux de boucherie : en France (- 8,7 %), en Italie (- 8,5 %), aux Pays-Bas (- 5,7 %) et en Allemagne (- 2,5 %). Elle s'explique en partie par une diminution du nombre de veaux abattus (- 5,3 % dans l'UE à 15) et en partie par un allègement du poids des carcasses (- 3,0 %, à 139,3 kg / tête).

A l'échelle de l'Union à 27, le repli des abattages est plus prononcé (- 13,5 % en tec). Parmi les NEM, c'est la Roumanie qui a joué l'impact le plus important puisque les quantités abattues dans ce pays sont passées de 12.000 tec en janvier-février 2007 à 3.200 tec sur la même période de 2008 (- 73,3 %).

Sur les 21 premières semaines de l'année 2008, les exportations de viande de veau néerlandaise ont diminué de 5,4 %, pour s'établir à 77.600 tonnes. Alors que les importations françaises ont progressé, les ventes néerlandaises ont été particulièrement réduites vers l'Italie (- 9,6 %) et vers l'Allemagne (- 1,8 %). Dans ces deux pays, le recours aux achats de viande ne semble pas avoir été nécessaire pour compenser le recul de la production, la consommation n'étant pas soutenue. Les autres Etats membres de l'UE ont également réduit leurs approvisionnements en viande néerlandaise (- 8,9 %).



En **France**, sur les cinq premiers mois de l'année, les sorties de veaux de boucherie des ateliers d'engraissement déclarées à la BDNI par les principaux intégrateurs se sont élevées à 409.609 têtes, en recul de 12,0 % par rapport à 2007 (- 55.725 têtes), année déjà en baisse. Au

mois de mars 2008, le repli a été particulièrement prononcé (- 22,5 %) alors que le mois suivant, il s'est très nettement atténué (- 0,7 %). Le mois de mai a été caractérisé par des sorties à nouveau en baisse (- 13,4 %).

Pour faire face à cette diminution du nombre de veaux français engraisés, les importations de veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie ont bondi au premier trimestre, passant de 300 têtes en 2007 à 14.400 têtes en 2008, en provenance exclusivement des pays de l'Union européenne. Ces approvisionnements ont été faits en majorité auprès des Pays-Bas (pour près de 50 %), puis en Espagne (28 %), Belgique (16 %) et Italie (6 %).

Malgré cette hausse, les importations de veaux n'ont pas permis de compenser le recul de la production française, qui est pour le premier trimestre de - 12,9 %. Ainsi, comme au second semestre de 2007, le nombre de veaux abattus reste orienté à la baisse (- 8,0 % en têtes, - 9,3 % en tec). Néanmoins, tout en restant inférieurs à ceux de l'année précédente, les abattages se sont inscrits sur une tendance haussière depuis janvier. Ainsi, si l'écart avec 2007 était d'environ - 10 % en têtes en février et en mars, il s'est considérablement réduit au mois d'avril (- 2,1 % en têtes), conséquence probable des sorties ayant lieu ce mois-là.

Alors qu'en 2007 les poids moyens des veaux abattus avaient progressé, ils ont été orientés à la baisse en ce début d'année (- 3,4 kg / tête sur les quatre mois) à une moyenne de 131,8 kg / tête. Le coût des intrants, notamment celui de l'aliment (même si l'indice INSEE IPAMPA de l'aliment est actuellement sur une tendance baissière, il reste au mois d'avril supérieur de 2,9 % à avril 2007), ont incité les éleveurs à raccourcir la durée de l'engraissement et à sortir les animaux plus tôt, donc moins lourds.

Dans la continuité de la hausse enregistrée en 2007 (+ 11,3 %), les importations françaises de viande de veau néerlandaise ont à nouveau progressé de 3,5 % sur les 21 premières semaines de l'année 2008. Ces apports de viande doivent permettre de compenser le déficit de production française et de répondre à la demande des consommateurs.

## **2.2. La demande**

La consommation **française**, calculée par bilan, s'élève à 68.500 tonnes sur le cumul des quatre premiers mois de l'année, en recul de 7,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ce repli est principalement dû à la baisse des abattages, qui n'a pas été compensée par les achats de viande de veau, même si ceux-ci ont été en légère hausse. La part des importations de viande néerlandaise sur la consommation française a d'ailleurs progressé en 2008 : elle passe de 13,8 % à 15,6 %.

Cependant, si la baisse de la consommation varie entre - 9 et - 11 % en janvier, février et mars, le niveau atteint en avril est similaire à celui de 2007 (+ 0,3 %).

## **2.3. Les prix**

Le prix **européen** du veau de boucherie s'est établi à une moyenne de 5,5 €/ kg net sur les cinq premiers mois de l'année 2008, ce qui représente une hausse de 10,4 % par rapport à la même période de l'année 2007. Ces chiffres doivent toutefois être nuancés. En effet, depuis le début de l'année et malgré l'offre réduite, les cours sont orientés à la baisse : entre la première semaine 2008 et la 22<sup>e</sup> semaine, ils ont chuté de 24,7 %. L'écart positif par rapport à l'an passé n'est dû qu'au niveau très faible alors observé.

Ainsi, en Belgique, en Italie et aux Pays-Bas, trois grands producteurs de veaux de boucherie, les cours, même s'ils restent encore nettement supérieurs à ceux de 2007 (de + 19,4 % pour la Belgique à +7,2 % pour les Pays-Bas), ont entamé une décroissance depuis janvier. Les prix belges ont reculé de 15,3 % en 22 semaines, mais c'est en Italie et aux Pays-Bas qu'ils ont enregistré les plus fortes baisses (- 30,4 % et - 31,1 % respectivement).

La situation sur le marché **français** du veau de boucherie est également difficile. Le prix moyen pondéré du veau s'est établi à 5,39 €/ kg net en semaine 22 de 2008, en repli de 19,5 % par rapport à la semaine 1 (à 6,69 €/ kg). Cette baisse, entamée dès mi-janvier, s'est accélérée à partir du mois de mars et c'est au début du mois de mai que la cotation est passée sous le niveau de 2007. En moyenne sur cette période, le prix du veau reste supérieur de 12,0 % à celui de l'an passé.

L'offre n'est pas excessive sur le marché français, c'est la consommation qui ne suit pas à une période de hausse des prix de détail et malgré l'opération de relance de Pâques (« le Festival du veau » début mars) et la campagne publicitaire début mai (« le Veau de la Pentecôte »).

Les prix des veaux élevés au pis connaissent la même évolution : une chute de 15 centimes en deux mois (- 1,8 %) mais une moyenne qui reste élevée : 8,2 €/ kg net sur les douze premières semaines (+ 11,2 % par rapport à 2007).

### 3 - LE MARCHE DES OVINS - CAPRINS

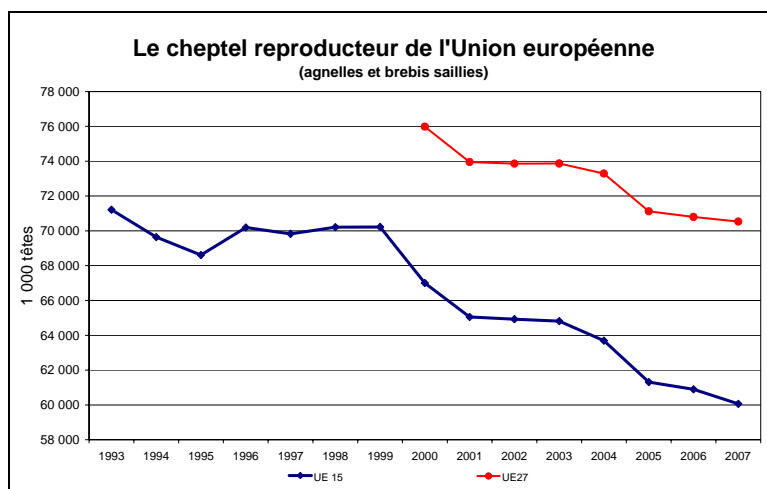
#### LE CHEPTTEL

##### *Nouveau recul du cheptel européen en 2007*

Les enquêtes de cheptel du mois de décembre 2007 ont montré qu'après une année 2006 de forte diminution (- 1 million de têtes), le cheptel ovin européen s'est stabilisé en 2007, à 95,8 millions d'animaux (- 90.000 têtes). En revanche, le cheptel des 15 membres historiques de l'Union Européenne a perdu près de 800.000 têtes (- 1 %) qui auraient été compensées par une spectaculaire progression du cheptel roumain, avec 790.000 têtes supplémentaires (+ 10,3 %, chiffres à confirmer).

En revanche, le cheptel reproducteur de l'UE à 27 aurait légèrement diminué, perdant 260.000 brebis et agnelles (- 0,4 %). Pour les pays de l'UE à 15, la diminution serait de 830.000 reproductrices (- 1,4 %). La décapitalisation consécutive à la réforme de la PAC se serait donc poursuivie en Europe en 2007, au moins dans l'UE à 15, et aurait vraisemblablement été accentuée par les différents problèmes rencontrés par ce secteur (augmentation des charges, fièvre catarrhale ovine, crise de marché en Grande Bretagne).

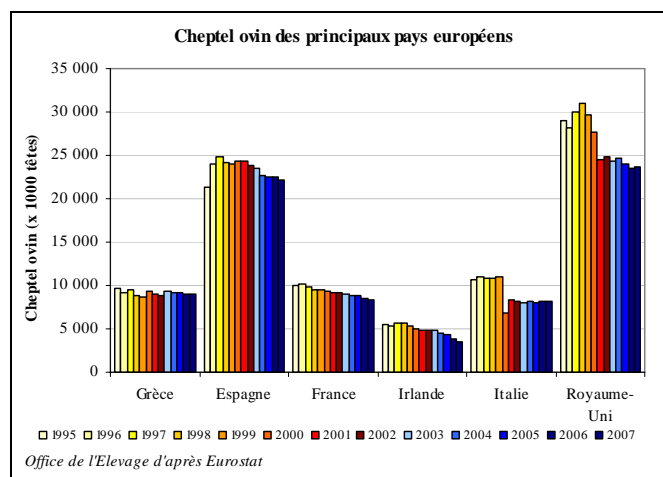
En trois ans, entre décembre 2004 et décembre 2007, le troupeau européen (UE à 27) a perdu 2,8 millions de reproductrices (soit - 3,8 %), ce sont les troupeaux de l'UE à 15 qui ont été les plus touchés par cette décapitalisation, perdant 3,6 millions de brebis en trois ans.



Au Royaume-Uni, l'effet de la réforme de la PAC a été particulièrement marqué : le troupeau ovin a d'abord perdu 1,2 million de têtes en deux ans : 750.000 en 2005 (- 3,1 %) et 500.000 en 2006 (- 2,1 %) alors qu'il était stable depuis 2002. Cette diminution provient d'un fort recul du cheptel reproducteur qui, à lui seul, a perdu 1,3 million de têtes (diminution de 4,1 % en 2005 puis en 2006).

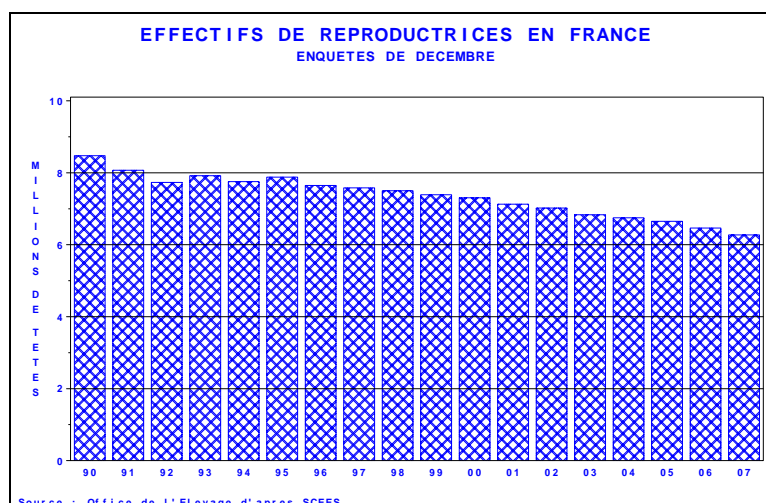
En décembre 2007 le cheptel britannique aurait progressé de 1,3 %. Le cheptel reproducteur connaîtrait toutefois un léger recul (- 0,6 %), en particulier au niveau des agnelles de renouvellement, dont le nombre diminuerait de 6,6 %. Ce fort recul serait ainsi le signe d'une reprise de la dynamique de décapitalisation.

L'augmentation du cheptel total présent dans les exploitations britanniques en décembre 2007 est donc liée à une conservation des agneaux sur les exploitations, en raison de la crise qu'a connu le secteur, des restrictions de transport liées à la FCO en Europe continentale et à la fièvre aphteuse au Royaume-Uni, et de la faiblesse des prix à la production.



### Le cheptel français en 2007

L'érosion du cheptel ovin français s'est poursuivie en 2007, celui-ci perdant 2,5 % de ses effectifs, avec 8,28 millions de têtes (- 210.000 têtes). Le cheptel de reproductrices a marqué un net recul (- 3 %), avec une perte de 170.000 brebis. Comme les années précédentes, la filière allaitante est la plus touchée ; en effet si le cheptel de brebis laitières s'est maintenu à 1,28 million de têtes (- 0,2 %), le cheptel de brebis allaitantes a, en revanche, perdu 3,8 % de ses effectifs (- 170.000 têtes).



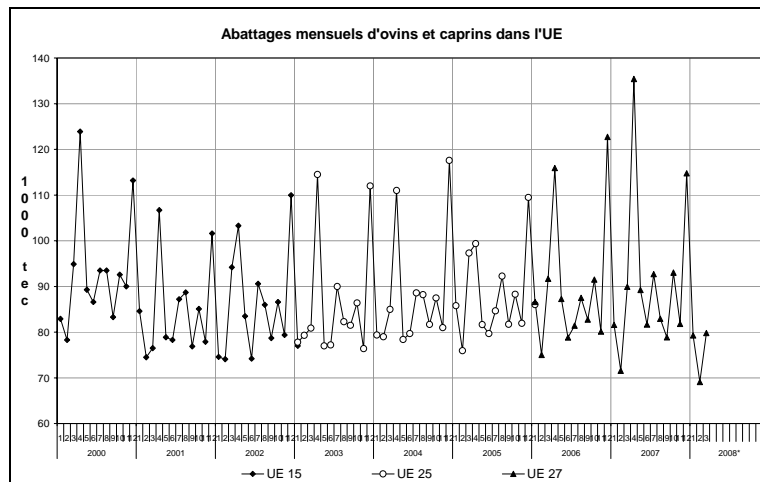
Le troupeau de brebis reproductrices a diminué dans l'ensemble des régions françaises, perdant 6,8 % en Poitou-Charentes, 6,4 % en Limousin, mais reculant moins en Midi-Pyrénées et en Aquitaine (-1,2 %) notamment grâce à la place de la filière ovine laitière dans ces deux régions.

Mais les troupeaux de brebis allaitantes ont eux-mêmes connu des évolutions différentes suivant les régions, perdant 6,8 % en Poitou-Charentes, 6,4 % en Limousin, et 3,4 % en Midi-Pyrénées. Cette différence peut s'expliquer par la prévalence de systèmes d'élevages différents, la production d'agneaux de bergerie ayant été plus pénalisée que la production à l'herbe par la hausse du coût de l'aliment pour ovins. Le coût de ces aliments a en effet progressé de 30,8 points entre décembre 2006 et décembre 2007 (source INSEE, base 100 en 2000).

## L'OFFRE :

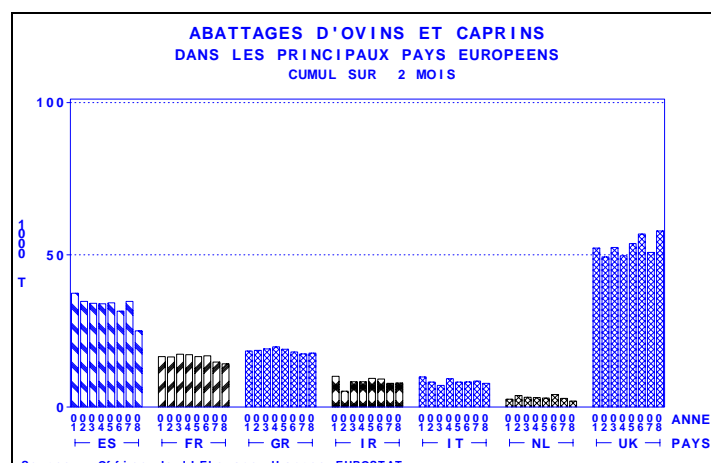
### Les abattages en Europe

Sur le premier trimestre 2008, et selon les premières données disponibles, les abattages européens reculeraient de plus de 3 %. En effet, les abattages reculent dans tous les grands pays producteurs à l'exception notable du Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, de la Grèce.



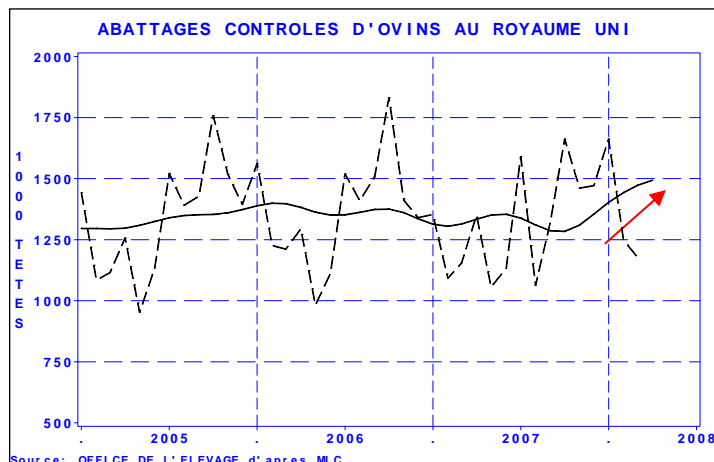
En Irlande, les abattages sont pratiquement stables, avec un recul de 0,9 % (- 100 tonnes en trois mois). En revanche, les abattages se sont effondrés en Espagne sur les deux premiers mois de l'année, perdant 27,8 % (- 9.650 tonnes), de même qu'aux Pays-Bas (- 27,4 %) et en Allemagne (- 20,5 %). En Italie, ces mêmes abattages ont reculé de 9,1 % sur les deux premiers mois de l'année.

En revanche au Royaume-Uni, les abattages d'ovins et caprins ont connu, sur le premier trimestre 2008, une progression de 9,6 % (+ 7.200 tonnes). Cette augmentation ne compense toutefois pas le fort recul des abattages espagnols.



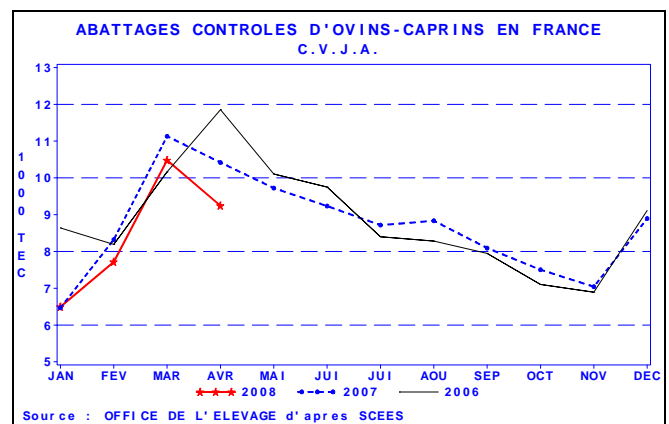
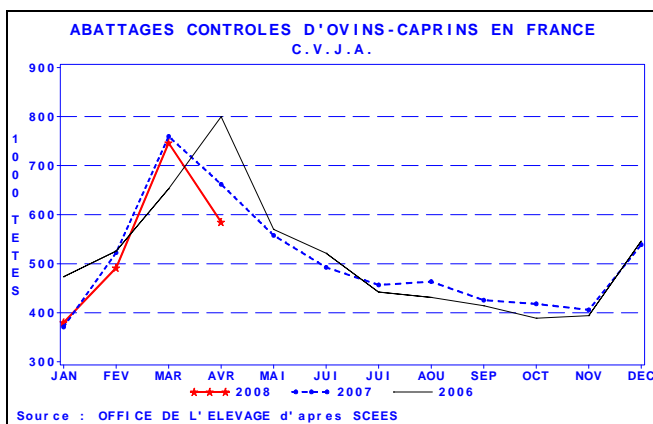
La décapitalisation du cheptel européen lors des années précédentes est sans doute en partie responsable de la diminution des abattages européens, mais la filière ovine européenne rencontre aussi un contre-coup de la crise connue par la filière britannique en 2007. En effet, l'interdiction de transport des animaux qui avait frappé la Grande Bretagne fin 2007, entraînant une faible disponibilité sur le marché européen, et une hausse des cours, avait sans doute incité à des anticipations des abattages à la fin de l'année notamment aux Pays-Bas.

Au contraire, en Grande Bretagne, nombre d'abattages ont été reportés, entraînant une hausse du cheptel d'agneaux présents dans les exploitations au 31 décembre (+ 5 %). Ces abattages ont ainsi été reportés au premier trimestre 2008, et ont été stimulés par des cours très favorables. Cette augmentation des abattages est d'autant plus notable que, sur la même période, ils avaient nettement reculé en 2007 (rétention des animaux dans les élevages en 2007).

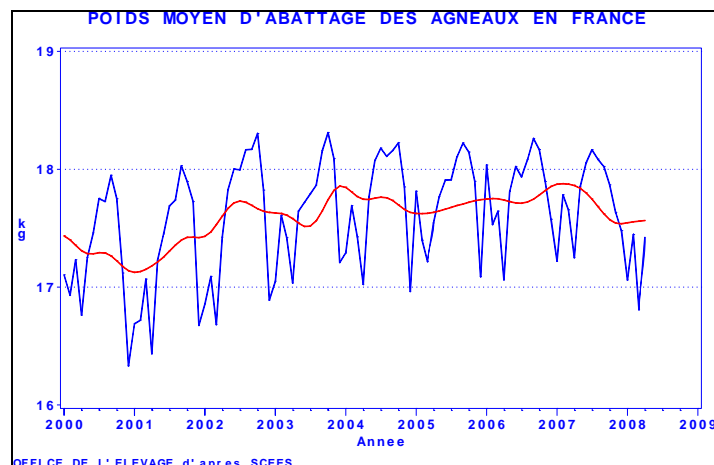


### Les abattages en France

Les abattages français ont reculé de 4,9 % en têtes sur les quatre premiers mois de l'année. Les abattages d'agneaux ont été fortement réduits, perdant 7,2 % (- 114.000 têtes), conséquence de la décapitalisation des années antérieures. En revanche, les abattages d'ovins de réforme ont nettement progressé, gagnant 8,4 % (+ 14.500 têtes) ce qui confirmerait une reprise de la décapitalisation du cheptel reproducteur, sous la pression, notamment, de la hausse des charges.



En poids, les abattages français ont diminué encore plus nettement, perdant 6,6 %, avec une diminution de 8,9 % pour les agneaux. Par ailleurs, la hausse n'a été que de 4 % pour les ovins de réforme (contre + 8,4 % en têtes). Le poids moyen des animaux abattus a en effet nettement diminué dès la deuxième moitié de 2007.



La hausse du coût de l'aliment est vraisemblablement le principal responsable de la diminution du poids moyen des animaux abattus, moins finis, moins engraisés. Au mois de mars 2008, les agneaux affichaient ainsi un poids moyen de 16,8 kg, soit 850 g de moins qu'en mars 2007 (- 4,8 %). Pour les ovins de réforme, la diminution du poids moyen est de 1,4 kg (- 5 %).

Si le prix de l'aliment, en augmentant le coût marginal de production, apparaît comme une des causes de cette diminution, la moindre qualité des fourrages récoltés en 2007 dans le sud de la France a sans doute joué aussi un rôle majeur. Il est aussi possible, en particulier dans le nord et l'est de la France, et tout particulièrement pour les brebis de réforme, que les animaux aient été affaiblis et amaigris par la fièvre catarrhale ovine

### **Les échanges d'animaux vivants**

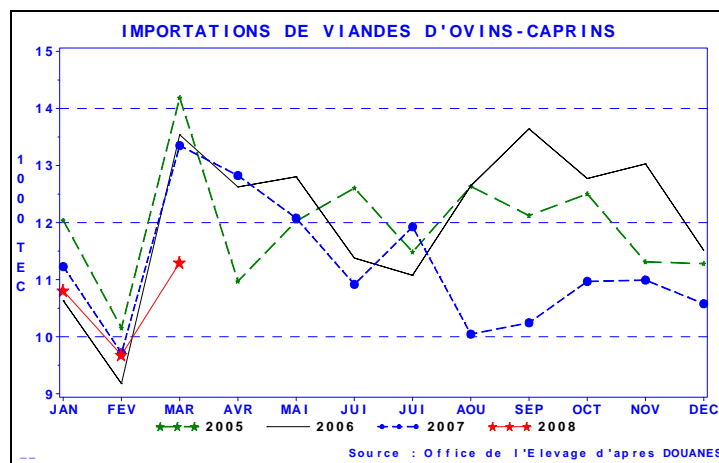
Les exportations françaises d'ovins et caprins vivants ont reculé de 1,9 % au premier trimestre 2008 (- 4.500 têtes). Si le marché espagnol a continué à reculer (- 10,1 % soit - 16.800 animaux), confirmant, après les embellies de 2004 et 2005 un retour à une situation plus classique, une très forte progression des ventes vers l'Italie (+ 47 %, + 27.200 animaux) a quasiment compensé ce repli.

Les importations d'ovins vivants ont largement marqué le pas, perdant 9,4 % (- 9.100 têtes), recul essentiellement lié à une forte diminution des achats en provenance d'Espagne (- 34 %, soit - 7.700 animaux).

### **Les échanges en viande**

Les importations françaises de viande ovine ont largement reculé au premier trimestre (- 7,3 %) perdant un volume de 2.500 tonnes. Les achats intracommunautaires ont perdu 7,4 % (- 1.800 tonnes), notamment en provenance des Pays-Bas (- 1.300 tonnes) les ventes d'agneaux néerlandais ayant été sans doute largement anticipées en fin d'année 2007 (forte progression des animaux vivants).

Les achats en provenance de Nouvelle-Zélande ont perdu 14,2 % de leurs volumes (- 1.400 tonnes), et le total des importations de viandes a particulièrement reculé au mois de mars (- 15,4 %).

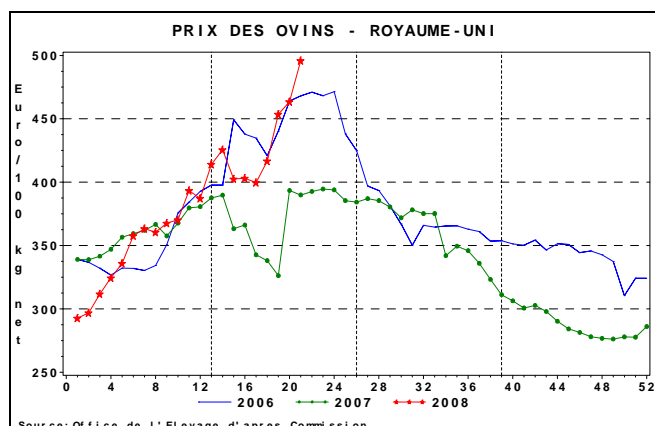
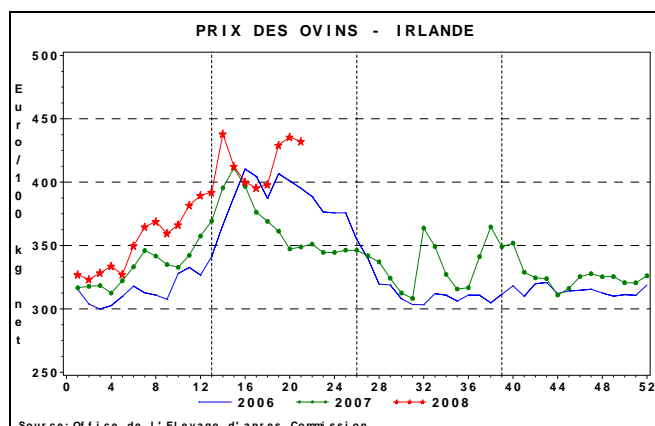


## LES PRIX A LA PRODUCTION :

### Les prix en Europe

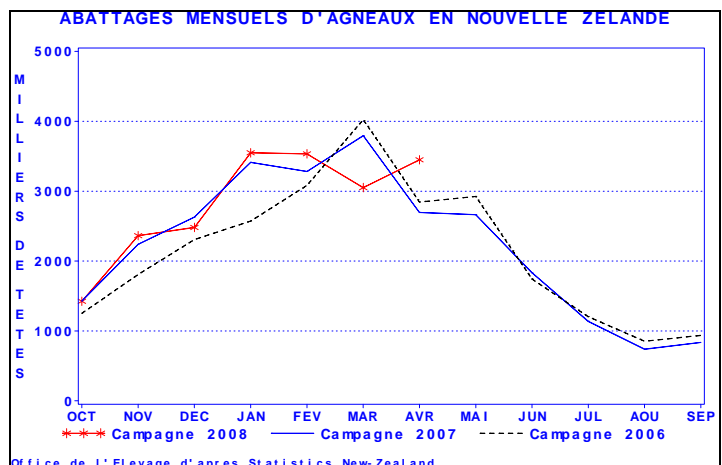
Les prix à la production en Europe ont nettement progressé en 2008 à la faveur d'une réduction de l'offre, gagnant 4,8 % sur la moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 25 mai pour les agneaux lourds, et 4,3 % pour les agneaux légers.

Depuis le début de l'année, et par rapport à la même période de 2007, le prix des agneaux lourds a progressé dans tous les pays, avec notamment une hausse exceptionnelle de 20,3 % aux Pays-Bas, 8,2 % en Irlande, et 5,8 % au Royaume-Uni.



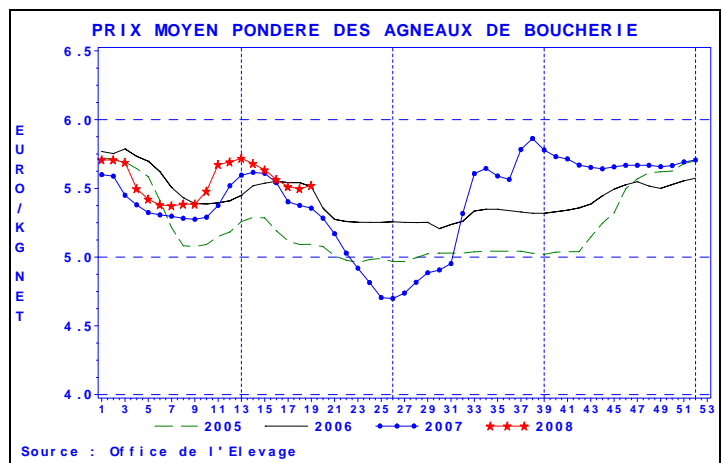
Ces hausses de prix sont pour partie le fait de prix particulièrement bas au premier trimestre 2007, dus à une véritable crise au Royaume-Uni. Cette progression représente donc en partie une reconstitution des prix.

Plusieurs phénomènes peuvent conjointement expliquer cette hausse, à commencer par la baisse de la production européenne qui, suite aux décapitalisations de cheptel, entraîne une certaine tension sur les marchés. Par ailleurs, une nette diminution des abattages d'agneaux en Nouvelle-Zélande sur le mois de mars contribuerait également à nourrir cette tension, par une baisse conjoncturelle des approvisionnements extérieurs.

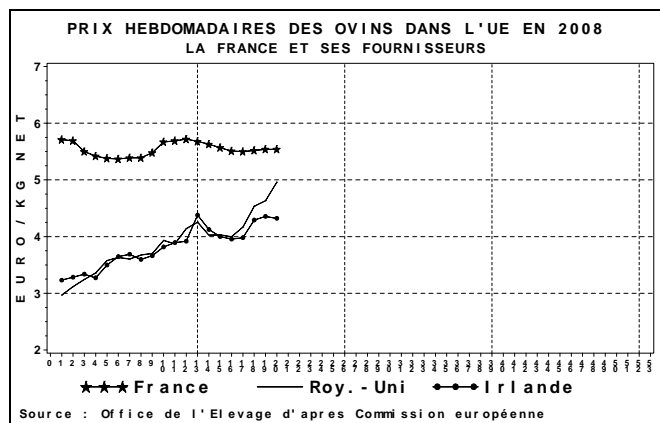
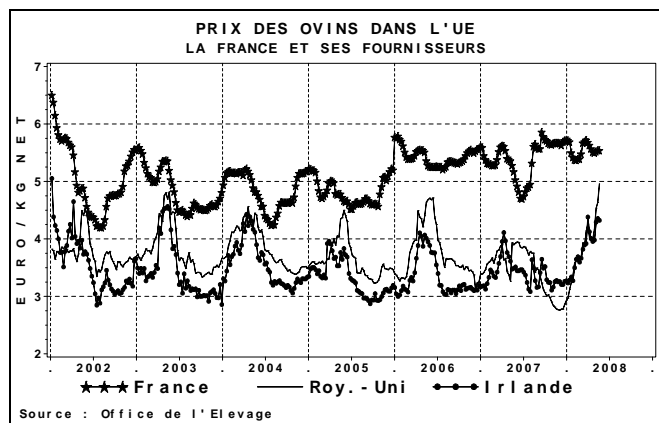


**Les prix en France**

En France, le prix moyen pondéré des agneaux a progressé de 2,3 % sur la moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 11 mai 2008, à 5,55 €/kg (+ 12 centimes) mais ne compense pas la hausse des coûts de production liés aux charges d'alimentation et d'énergie.



Les prix élevés dans les pays fournisseurs comme le Royaume-Uni contribuent à soutenir le prix en France.

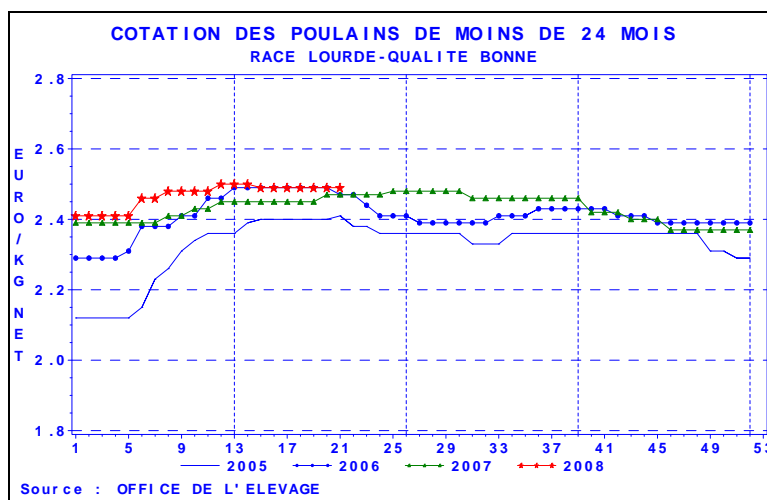


## 4 - LE MARCHÉ DES CHEVAUX

### Des prix à la production qui se maintiennent...

Pour les 22 premières semaines de 2008, les prix à la production enregistrent une hausse pour l'ensemble des catégories, située entre 1,6 et 1,8 %. Seuls les poulains de qualité extra enregistrent une très légère baisse (- 0,3 %).

Pour la dernière semaine connue, la cotation du poulain de qualité bonne s'est établie à 2,49 €/kg contre 2,47 €/kg pour la même période de 2007.



### Mais une production française en forte chute...

En têtes, pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2008, la production a atteint 5.538 têtes contre 6.592 têtes en 2007, soit une baisse de 16 %, cette tendance s'est notamment observée aux mois de février et mars. Cette évolution s'expliquerait en partie par un fort recul des exportations de vifs (- 28,9 %) vers l'Union européenne avec notamment une forte chute des expéditions d'animaux vivants vers l'Italie (- 27,3 %), due en partie à une circulation des animaux entre ces deux pays rendue difficile en raison de la FCO et de la réglementation sur le transport des animaux de plus en plus contrôlée.

Pour les 4 premiers mois de l'année, les abattages ont enregistré une baisse de 7,2 % en têtes et 10 % en tec par rapport à la même période de l'année 2007, cette diminution plus forte en tonnage indiquerait un poids moyen à l'abattage plus faible que l'an passé (280,7 kg en moyenne contre 289,4 kg en 2007).

### Et un niveau de consommation française de nouveau en recul...

Pour le premier trimestre de l'année, la consommation, mesurée par bilan, enregistre une baisse de 8,8 %.

Pour le 1<sup>er</sup> trimestre, les échanges en viande s'établissent en baisse : - 9,1 % pour les importations et - 11 % pour les exportations. Les importations de viande en provenance des Pays Tiers ont régressé de 14,7 %. Suite à la fermeture des abattoirs aux Etats-Unis, les importations en provenance du Canada ont fortement augmenté, elles ont atteint 2.741 tonnes pour les 3 premiers mois de 2008 contre 1.167 tonnes en 2007. L'Uruguay, le Brésil et le Mexique ont également augmenté leurs expéditions vers la France qui représentent toutefois de faibles quantités. Par contre, les importations en provenance d'Argentine ont diminué de 13,2 % en partie due aux taxes sur les exportations.